
Selon un rapport, la définition de l'«IHRA» réduit au silence les défenseurs de la Palestine dans toute l'Europe

Description

Par Hebh Jamal, le 7 juin 2023

Un centre juridique européen explique comment la définition de l'«antisémitisme» de l'IHRA a été dotée d'un « pouvoir d'autorité » pour cibler les acteurs d'Israël dans plusieurs pays.



Manifestation contre la résolution du Bundestag allemand contre le mouvement BDS dirigé par les Palestiniens, Berlin, 2019. (Archives de Palästina Spricht)

L'European Legal Support Center (ELSC), une organisation de défense du mouvement de solidarité avec la Palestine, a publié mardi un important rapport intitulé « Suppression de la défense des droits des Palestiniens à travers la définition de travail (working definition) de l'«antisémitisme» de l'IHRA. » Le rapport est basé sur 53 incidents enregistrés entre 2017 et 2022 – en se concentrant en particulier sur l'Allemagne, l'Autriche et le Royaume-Uni – dans lesquels les défenseurs des droits des Palestiniens, ou les critiques d'Israël ou du sionisme, ont été ciblés en vertu de la définition très controversée promue par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). Selon le centre, le rapport représente le « premier compte rendu basé sur des cas de violations des droits de l'homme » en Europe découlant de la définition.

En plus d'une documentation détaillée et d'une analyse juridique, le rapport met en lumière plusieurs courtes réflexions de personnes qui ont été visées par la définition de l'IHRA. Un étudiant militant au Royaume-Uni a critiqué la définition comme une « tactique de distraction » qui a épuisé les défenseurs de la Palestine, lui faisant ressentir « une anxiété paralysante quant à savoir qui je pouvais faire confiance, car j'avais l'impression que la définition de l'IHRA était un mode de surveillance dans ma vie quotidienne ». Un universitaire germano-palestinien qui a été exclu d'une table ronde a déclaré qu'« il est devenu impossible d'exprimer une opinion critique sur les politiques israéliennes en public ou dans le milieu universitaire sans risquer de perdre son emploi, son contrat, son financement ou ses futures possibilités d'emploi ».

Les défenseurs, les universitaires et les experts juridiques de l'ELSC et d'autres organisations critiquent depuis longtemps la définition de l'IHRA, affirmant qu'elle [redéfinit l'«antisémitisme»](#) en associant à tort la critique d'Israël au racisme antijuif. Adoptée par

lâ??IHRA en 2016, la Â« dÃ©finition de travail Â» a Ã©tÃ© largement diffusÃ©e et adoptÃ©e par de nombreux gouvernements et institutions, bien quâ??elle prÃ©sente de [graves lacunes](#). Selon le nouveau rapport de lâ??ELSC, lâ??invocation de la dÃ©finition vise presque exclusivement la dÃ©fense des droits des Palestiniens, portant prÃ©judice aux activistes palestiniens et juifs en particulier.

Â« Les faiblesses de la Â« dÃ©finition de travail Â» sont la porte ouverte Ã son instrumentalisation politique Â« , [explique Peter Ullrich](#), universitaire et chercheur, dans un avis dâ??expert de 2019 sur le sujet. Â« Elle peut Ãatre utilisÃ©e pour restreindre les droits fondamentaux, en particulier la libertÃ© dâ??expression en ce qui concerne les positions dÃ©favorables sur IsraÃ©l. Contrairement Ã ce que suggÃ©re la dÃ©signation Â« DÃ©finition de travail Â», la dÃ©finition nâ??est pas dÃ©veloppÃ©e davantage pour corriger ces faiblesses. Â»



Des manifestants tiennent des pancartes alors que des dizaines de milliers de personnes dÃ©filent en solidaritÃ© avec la Palestine Ã Londres, au Royaume-Uni, le 23 mai 2021. (Alisdare Hickson/CC BY-SA 2.0)

Bien que la dÃ©finition ne soit pas juridiquement contraignante, le rapport rÃ©vÃ©le que la majoritÃ© des Etats membres de lâ??UE ont approuvÃ© la dÃ©finition de lâ??IHRA et lâ??ont utilisÃ©e comme un Â« instrument faisant autoritÃ© Â» pour catÃ©goriser les actes antisÃ©mites.

Alice Garcia, responsable du plaidoyer et de la communication de lâ??ELSC, a dÃ©clarÃ© Ã +972 que la dÃ©finition de lâ??IHRA est essentiellement traitÃ©e comme une loi. Â« Lâ??approbation par les institutions, et la faÃ§on dont elles la promeuvent, a donnÃ© Ã la dÃ©finition un pouvoir dâ??autoritÃ© Â», a-t-elle dÃ©clarÃ©. Par exemple, la Commission europÃ©enne ne cesse de qualifier la dÃ©finition de Â« non juridiquement contraignante Â» dâ??une part, mais dâ??autre part, elle recommande de faire rÃ©fÃ©rence Ã la dÃ©finition de lâ??IHRA dans la lÃ©gislation et de lâ??utiliser pour former les juges et les officiers de police par le biais dâ??un manuel dâ??utilisation pratique. Comment peut-on Ãatre plus contraignant ?

Le prÃ©texte de la Â« non-contraignabilitÃ© Â», poursuit M. Garcia, est utilisÃ© pour affirmer que la dÃ©finition ne viole pas la libertÃ© dâ??expression. Mais un outil nâ??a pas besoin dâ??Ãatre codifiÃ© dans la loi pour avoir des effets concrets sur les droits fondamentaux Â».

Ce statut ambigu de la dÃ©finition de lâ??IHRA a rendu difficile pour les dÃ©fenseurs de la Palestine de contester les accusations croissantes dâ??antisÃ©mitisme dirigÃ©es contre leur activisme politique. En octobre 2022, lâ??ancien rapporteur spÃ©cial des Nations unies sur le racisme, E. Tendayi Achiume, [a dÃ©clarÃ©](#) que la dÃ©finition de lâ??IHRA avait une influence de facto sur la politique et les pratiques du gouvernement et des acteurs privÃ©s, ce qui a Â« contribuÃ© aux violations des droits de lâ??homme et de la libertÃ© dâ??expression, de rÃ©union et de participation politique Â». Elle poursuit : Câ??est prÃ©cisÃ©ment le statut de Â« droit mou Â» de la dÃ©finition de travail qui contribue effectivement Ã saper certains droits coexistants, sans offrir de recours ou de moyens de contester lÃ©galement ces violations.

La criminalisation de la solidarité

L'Allemagne a récemment tenté le théâtre d'une réduction considérable des droits de l'homme des Palestiniens dans l'ombre de la définition de l'IHRA. Il s'agit notamment de [l'interdiction](#) des commémorations de la Nakba à Berlin le mois dernier, du [licenciement massif](#) d'employés arabes du radiodiffuseur public Deutsche Welle pour des propos liés à la Palestine l'année dernière, de nombreux témoignages de censure d'activistes palestiniens et antisionistes, allant [des artistes des universitaires](#), et du refus d'accorder aux défenseurs de la Palestine accès au financement public et à l'espace public.



La police berlinoise observe une manifestation palestinienne à Berlin, le 11 avril 2023.
(Avec l'aimable autorisation de Samidoun)

En septembre 2017, le gouvernement fédéral allemand a approuvé la définition de l'IHRA par décision ministérielle. La même année, les conseils municipaux allemands, avec le soutien de tous les grands partis politiques, avaient déjà commencé à utiliser la définition pour adopter des résolutions contre le mouvement de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS). Puis, entre 2018 et 2019, les parlements des États allemands et le parlement fédéral ont emboîté le pas en adoptant leurs propres [résolutions anti-BDS](#), faisant parfois explicitement référence à la définition de l'IHRA, et empruntant parfois des termes directement à la définition elle-même.

La résolution du Bundestag de 2019 a explicitement ciblé le mouvement de boycott palestinien non violent comme étant antisémite, et a appelé le gouvernement fédéral à ne pas soutenir les événements du mouvement BDS et des groupes qui soutiennent ses objectifs, et à s'abstenir de financer des projets qui promeuvent le boycott d'Israël.

Les institutions et ONG allemandes qui ont adopté la définition de l'IHRA et fait référence à la résolution du Bundestag sont nombreuses. Il s'agit notamment de la Fondation Amadeu Antonio, de l'Union des étudiants juifs d'Allemagne (Jüdische Studierendunion Deutschland, ou JSUD) et du Département de recherche et d'information sur l'antisémitisme (Recherche und Informationsstelle Antisemitismus, RIAS). RIAS est également l'ONG qui a créé un [dossier secret](#) sur Anna-Esther Younes, une chercheuse palestinienne allemande spécialisée dans les études critiques sur la race, la qualifiant d'« antisémite, de sympathisante terroriste et de sexiste ».

Des tendances similaires peuvent être observées en Autriche et au Royaume-Uni, la mise en œuvre de la définition de l'IHRA et des résolutions ultérieures qui y sont liées ayant un « effet paralysant » sur la liberté d'expression liée à Israël-Palestine, selon le rapport de l'ELSC. La censure d'universitaires et de défenseurs, l'annulation d'offres d'emploi et l'annulation d'événements auxquels participaient des défenseurs de la Palestine ont

À l'observées dans les deux pays.

Au Royaume-Uni, sous la pression du gouvernement, plus de 130 conseils locaux et plus de 200 établissements d'enseignement supérieur ont adopté la définition de l'antisémitisme de l'IHRA. Selon le rapport, dans de nombreux cas, la définition est invoquée et fait donc désormais partie des enquêtes internes et des procédures disciplinaires relatives à l'antisémitisme.

Comme en Allemagne, le Parlement fédéral autrichien a adopté à l'unanimité une résolution contre le BDS, le déclarant antisémite. Dès ici 2021, le gouvernement fédéral a intégré la définition de l'IHRA dans sa stratégie nationale contre l'antisémitisme en tant que définition de l'antisémitisme faisant autorité.



Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'exprime lors d'une conférence de presse avec la Première ministre danoise Mette Frederiksen et le chancelier autrichien Sebastian Kurz à l'hôtel King David à Jérusalem le 4 mars 2021. (Olivier Fitoussi/Flash90)

Néanmoins, Mme Garcia a souligné que l'ELSC avait aussi à s'opposer à la définition. « Lorsque nous aidons des individus ou des groupes à contester l'utilisation de la définition dans le cadre de procédures universitaires, par exemple nous nous efforçons de montrer le caractère infondé des accusations et la partialité avec laquelle la définition est utilisée », a-t-elle déclaré.

« Mais cela ne devrait pas être le cas », a souligné Mme Garcia. « Les institutions devraient simplement supprimer toute référence à la définition de l'IHRA dans leurs politiques afin de mettre fin à la pression à laquelle sont confrontés les défenseurs des droits des Palestiniens et au climat de censure qu'elle induit.

Garcia et l'ELSC espèrent que la nouvelle étude atteindra les défenseurs et les institutions à travers l'Europe pour aider à inverser l'adoption croissante de la définition de l'IHRA. « Nous voulons exposer l'ignorance, voire le déni, de la Commission européenne à l'égard des préoccupations de la société civile concernant la définition de l'IHRA et sa consécration en tant que politique de l'UE. L'UE a failli à sa mission principale de protection des droits fondamentaux malgré les nombreux avertissements envoyés ces dernières années. Elle doit maintenant reconnaître l'impact négatif de ses politiques basées sur la définition de l'IHRA et agir en conséquence ».

Bien que l'abandon de la définition de l'IHRA ne signifie pas la fin de la pression anti-palestinienne, M. Garcia estime qu'il serait plus difficile pour les groupes anti-palestiniens de faire valoir leurs allégations infondées d'antisémitisme. « Comme nous pouvons le voir dans le rapport, la définition de l'IHRA est devenue un outil pour légitimer les campagnes de diffamation et les sanctions disciplinaires ou les licenciements et d'autres conséquences terribles pour les

individus Â», a-t-elle d'clarer. Â« Si au moins nos propres institutions cessent de considrer la d'finition de l'IHRA comme une norme et de l'intgrer dans leurs politiques, et acceptent au contraire sa partialit et ses effets nfastes, alors des incidents similaires Ã ceux d'crits dans le rapport devraient, esprons-le, diminuer Â».

Hebh Jamal est une journaliste et militante palestino-amricaine actuellement basce en Allemagne.

Source : [+972 Magazine](#)

Traduction : AGP pour l'Agence Mdia Palestine

Tags

1. +972 magazine
2. Allemagne
3. Autriche
4. d'finition
5. ELSC
6. europe
7. IHRA
8. Royaume-Uni

date crce
2023/06/09